

# Table des matières

## Introduction générale

### Titre I

## La convention de cession et autres documents précontractuels et contractuels

<b>Introduction</b>	9
<b>Chapitre I. Avant la conclusion de la convention de cession</b>	10
<b>Section I. La convention avec un intermédiaire</b>	10
<b>I. Objet de la convention</b>	10
<b>II. Contenu de la convention</b>	11
A. Opération	11
B. Missions	11
C. Pouvoirs de l'intermédiaire et conditions de base de la transaction	11
D. Exclusivité	12
E. Obligations de l'intermédiaire	12
F. Conflits d'intérêts	12
G. Obligation de collaboration du client	12
H. Rémunération	13
1) Rémunération fixe ou à un taux horaire	13
2) Commission pour cession pendant le contrat	13
3) Commission pour cession après la fin du contrat	14
I. Durée de la convention	14
J. Indemnité en cas de rupture avant terme	14
<b>III. Check-list de la convention</b>	15
<b>Section II. Les pouvoirs des négociateurs et signataires</b>	16
<b>I. Vérification des pouvoirs</b>	16

<b>II. Engagements au nom d'une société existante</b>	17
A. Organes	17
1) Généralités	17
2) Administrateurs et conseil d'administration	17
3) Délégués à la gestion journalière	19
B. Mandataires	20
<b>III. Engagements sous réserve de l'approbation du conseil d'administration</b>	21
<b>IV. Mandat apparent</b>	21
<b>V. Engagements au nom d'une société en formation</b>	22
<b>Section III. Les documents et accords préliminaires</b>	24
<b>I. Terminologie</b>	24
<b>II. Formes</b>	24
<b>III. Portée juridique</b>	25
<b>IV. Nature et effets obligatoires variables de certains documents</b>	26
A. Documents préliminaires communiqués par le candidat vendeur	26
1) Profil anonyme	26
2) Mémoire d'information	26
B. Documents communiqués par le candidat acheteur	27
1) Manifestation d'intérêt	27
2) Offre	27
C. Lettre d'intention	28
<b>V. Engagements ou accords préliminaires qui lient juridiquement leur(s) auteur(s)</b>	29
A. Engagement ou accord de confidentialité	29
B. Engagement de non-débauchage	31
C. Engagement de non-concurrence	32
D. Engagement d'exclusivité	33
E. Engagements relatifs à l'audit de « due diligence »	33
F. Calendrier des opérations	34
G. Engagements sur des points acquis	34
H. Engagement de gestion « en bon père de famille »	34
<b>VI. Check-list d'une lettre d'intention</b>	35
<b>VII. Enchères privées</b>	37

Section IV. <b>La rupture des négociations</b>	40
<b>I. Responsabilité</b>	40
<b>II. Réparation des dommages</b>	41
<b>Chapitre II. Les audits d'acquisition</b>	44
Section I. « <b>Due diligence</b> »	44
Section II. <b>Objet de l'audit</b>	45
Section III. <b>Moment et incidences de l'audit</b>	45
Section IV. <b>Mission d'audit</b>	47
Section V. <b>Modalités de l'audit</b>	47
Section VI. <b>Check-list d'un audit juridique d'une petite et moyenne SA</b>	48
<b>Chapitre III. La convention de cession d'actions</b>	56
Section I. <b>Check-list d'une convention de cession d'actions d'une petite ou moyenne SA</b>	56
Section II. <b>Le régime légal de la cession : généralités</b>	60
Section III. <b>L'objet de la cession : les actions</b>	60
<b>I. Nature des titres</b>	60
<b>II. La cessibilité des actions</b>	61
A. Régime légal	61
1) SRL	61
2) SA	62
B. Régime statutaire ou conventionnel	62
1) Limites légales	62
2) Opposabilité des clauses	63
3) Types de clauses	65
<b>III. Actions non libérées</b>	67
<b>IV. Les dividendes</b>	68
Section IV. <b>Le prix</b>	71
<b>I. Estimation du prix</b>	71

<b>II. Détermination du prix</b>	71
A. Prix déterminé	71
B. Prix « verrouillé »	72
C. Prix déterminable au moyen d'une formule d'évaluation	72
D. Prix déterminable par un tiers	73
E. Ajustement après la signature de la convention	74
F. Complément de prix lié aux résultats futurs	75
<b>III. Paiement du prix</b>	77
<b>IV. Garantie de paiement du solde du prix</b>	78
Section V. <b>Le régime des clauses abusives dans les contrats entre entreprises</b>	80
<b>I. Principe</b>	80
<b>II. Champ d'application</b>	81
<b>III. Dispositions applicables</b>	82
A. Exigence de clarté et de compréhensibilité	82
B. Définition de la clause abusive	82
C. La liste grise	83
D. Sanction	85
<b>IV. Conclusions</b>	85
Section VI. <b>Les droits et obligations entre la signature et le <i>closing</i></b>	86
<b>I. Diversité des conditions et obligations</b>	86
<b>II. Conditions suspensives</b>	87
A. Nature et objet des conditions suspensives	87
B. Obtention d'un financement	88
1) Validité de la condition simplement potestative	88
2) Notification de l'acheteur	89
3) Diligences de l'acheteur	89
4) Charge de la preuve de la faute de l'acheteur	89
5) Délai dans lequel la condition doit être accomplie	90
6) Sort de l'acompte versé	90
7) Sanctions de la faute de l'acheteur	90
C. Résultats de l'audit	91

<b>III. Ratification par l'organe d'administration</b>	91
<b>IV. Réitération des déclarations du vendeur</b>	91
<b>V. Gestion normale de la société</b>	92
<b>VI. Changements significatifs défavorables et imprévision</b>	93
<b>VII. Autres obligations</b>	95
<b>Section VII. La protection de l'acheteur : les garanties légales</b>	97
<b>I. La responsabilité précontractuelle</b>	97
A. Les recours pour vices de consentement	97
1) L'erreur	98
2) Le dol	100
3) L'abus de circonstances	102
B. Les recours en responsabilité	103
<b>II. Les recours fondés sur le droit de la vente</b>	104
A. Garantie des vices cachés	105
B. Garantie d'éviction du fait personnel du vendeur	106
<b>Section VIII. La protection de l'acheteur : les garanties conventionnelles</b>	113
<b>I. Objet des garanties</b>	113
<b>II. Terminologie</b>	114
<b>III. Coexistence des garanties conventionnelles et des garanties légales</b>	114
<b>IV. Interprétation</b>	115
<b>V. Déclarations générales</b>	116
A. Engagements valables	116
B. Actions et capital	116
C. Constitution et gestion de la société	117
D. Comptes	117
E. Actifs	118
1) Généralités	118
2) Immeuble	118
3) Créances	119
4) Stocks	119
F. Passif	119
G. Permis et autorisations	119

H.	Environnement et urbanisme	120
I.	Contrats	120
J.	Propriété intellectuelle	121
K.	Technologies de l'information	121
L.	Protection des données	121
M.	Assurances	121
N.	Personnel et relations de travail	122
O.	Impôts et cotisations sociales	123
P.	Aides publiques	124
Q.	Relations entre le vendeur et la société	124
R.	Litiges	124
S.	Gestion et changements depuis le [•]	125
T.	Informations pertinentes	125
<b>VI.</b>	<b>Garantie</b>	125
<b>VII.</b>	<b>Limitations de la portée des déclarations et garanties</b>	126
A.	Limitations du fait de la connaissance de l'acheteur fondées sur le droit commun	126
B.	Limitations du fait de la connaissance par l'acheteur en vertu de clauses du contrat	126
1)	Divulgations spécifiques	126
2)	Divulgarion générale	127
3)	Mise à jour des divulgations à la date du <i>closing</i>	128
C.	Limitations aux faits connus du vendeur	128
<b>VIII.</b>	<b>Indemnisation</b>	129
A.	Bénéficiaires de l'indemnité	129
B.	Débiteurs de l'indemnité	130
C.	Évaluation de l'indemnité	130
D.	Aspects comptables et fiscaux	132
1)	Réduction ou restitution de prix	132
2)	Indemnité conventionnelle	133
E.	Limitations de l'indemnisation	134
1)	Délais	134
2)	Seuil et franchise	135
3)	Plafond	135
4)	Comportement de l'acheteur	136

<b>IX. Déclarations et garanties spécifiques</b>	136
<b>X. Modalités de mise en œuvre de la garantie</b>	137
A. Généralités	137
B. Schéma des modalités de mise en œuvre de la garantie	137
1) Notification de l'appel à la garantie du cessionnaire au cédant	137
2) Notification par le cédant au cessionnaire de son désaccord éventuel sur l'appel à la garantie	138
3) Réclamations de tiers	138
C. Intérêts	139
<b>XI. Garantie de paiement de la garantie</b>	139
 Section IX. <b>La protection du vendeur : les garanties légales</b>	 143
<b>I. Responsabilité précontractuelle</b>	143
<b>II. Recours pour défaut de paiement du prix</b>	143
A. Paiement différé du prix	143
B. Exécution forcée	144
C. Résolution judiciaire	144
D. Résolution extrajudiciaire	145
 Section X. <b>La protection du vendeur : les garanties conventionnelles</b>	 147
<b>I. Déclarations et garanties relatives à la validité et l'efficacité de la convention</b>	147
<b>II. Garanties relatives au paiement du prix</b>	148
A. Généralités	148
B. Clause résolutoire expresse	148
C. Clause d'option d'achat	148
D. Obligations relatives à la gestion	149
E. Transfert échelonné de la propriété des actions	149
F. Garanties financières	149
1) Sûreté réelle de l'acheteur	149
2) Caution de tiers	151
3) Sûreté donnée par la société cible	151

Section XI.	<b>La libération des garanties accordées par le vendeur à des organismes de crédit</b>	153
Section XII.	<b>Le sort des comptes courants d'associés</b>	153
I.	<b>Généralités</b>	153
II.	<b>Compte courant d'associé créditeur</b>	154
III.	<b>Compte courant d'associé débiteur</b>	156
Section XIII.	<b>La décharge des administrateurs</b>	157
Section XIV.	<b>Les engagements de non-concurrence et de non-débauchage du cédant</b>	160
I.	<b>Engagement de non-concurrence</b>	160
A.	Nécessité d'un engagement conventionnel	160
B.	Conditions d'un engagement valable	161
C.	Sanction de l'absence de limites	163
D.	Engagement de personnes autres que le vendeur	163
E.	Sanctions de la violation de l'engagement	164
II.	<b>Engagement de non-débauchage</b>	165
A.	Nécessité d'un engagement conventionnel	165
B.	Conditions d'un engagement valide	165
C.	Sanction de la violation de l'engagement	166
Section XV.	<b>La revente des actions</b>	169
Chapitre IV.	<b>Les opérations lors du <i>closing</i></b>	170
Section I.	<b>Objet du <i>closing</i></b>	170
Section II.	<b>Adaptation de la convention</b>	171
Section III.	<b><i>Check-list</i> d'opérations en vue du transfert de la propriété des actions</b>	171
Section IV.	<b><i>Check-list</i> d'opérations après le transfert de la propriété des actions</b>	172
Section V.	<b>Interdépendance des obligations</b>	173

Chapitre V. <b>Conventions complémentaires à la convention de cession d'actions</b>	174
Section I. <b>Conventions entre la société et le vendeur</b>	174
<b>I. Contrats de services</b>	174
A. Généralités	174
B. <i>Check-list</i> d'un contrat de services	175
C. Requalification en contrat de travail	176
D. Modalités de rupture	179
1) Modalités conventionnelles	179
2) Résiliation d'un contrat à durée déterminée en l'absence de clause spécifique	180
3) Résiliation d'un contrat à durée indéterminée en l'absence de clause spécifique	180
<b>II. Contrats de travail</b>	184
A. Généralités	184
B. Modalités de rupture	184
1) Contrat à durée déterminée	185
2) Délais de préavis conventionnels	185
3) Ancienneté conventionnelle	186
4) Terme minimal	186
<b>III. Mandats sociaux</b>	187
A. Généralités	187
B. Responsabilités	188
C. Modalités de la rupture	189
1) Administrateurs	189
2) Délégués à la gestion journalière	191
Section II. <b>Conventions de crédit vendeur</b>	192
<b>I. Généralités</b>	192
<b>II. <i>Check-list</i> d'une convention de crédit vendeur</b>	193
<b>III. Modalités de la convention</b>	193
Section III. <b>Pactes d'actionnaires</b>	194
<b>I. Objectifs du pacte d'actionnaires</b>	194
<b>II. <i>Check-list</i> d'un pacte d'actionnaires</b>	195
<b>III. Statuts ou conventions extrastatutaires ?</b>	196
<b>IV. Durée</b>	197

<b>V. Organisation et fonctionnement des organes de décision</b>	198
A. L'assemblée générale	198
B. Les organes d'administration	199
<b>VI. Distribution de bénéfices</b>	200
<b>VII. Transfert des actions</b>	201
A. Clause d'inaliénabilité	201
B. Clause d'interdiction d'acquérir	201
C. Clause d'agrément	202
D. Clause de préemption	202
E. Clause de droit de suite (ou de droit de sortie conjointe ou de <i>tag along</i> )	202
F. Clause d'obligation de suite (de sortie conjointe ou de <i>drag along</i> )	202
G. Clauses d'option de vente et d'achat	203
1) Option de vente	203
2) Option d'achat	203
<b>VIII. Engagement de non-concurrence</b>	204

## Titre II

# La fiscalité de la cession : la taxation des plus-values

<b>Introduction</b>	207
<b>Chapitre I. Régime des plus-values sur actions dans le chef du cédant</b>	208
Section I. <b>Le cédant est une personne physique</b>	208
<b>I. Règles générales</b>	208
A. Exonération – Gestion normale du patrimoine privé	208
B. Taxation	210
1) Détention professionnelle	210
2) Gestion anormale du patrimoine privé	211
C. Notion de gestion normale de patrimoine privé	212
1) Critère général : « gestion réalisée en bon père de famille »	212

2) Critères jurisprudentiels	214
3) Critères du Service des Décisions Anticipées	218
<b>II. Cas particuliers</b>	219
A. Prix de cession : inscription au compte courant	219
B. Plus-value interne	220
1) Notion	220
2) Gestion normale du patrimoine privé	220
3) Impact de l'article 184 du CIR 92	223
4) Impact de l'article 344 du CIR 92	225
C. Plus-value sur des participations importantes	227
1) Taxation à titre de revenus divers	227
2) Cession indirecte	229
3) Fusion, scission ou transformation de sociétés	230
<b>III. Dispositions à venir ?</b>	231
Section II. <b>Le cédant est une société</b>	237
<b>I. Exonération</b>	237
<b>II. Taxation au taux ordinaire de l'impôt des sociétés 25 % (ou taux réduit de l'ISoc)</b>	239
Section III. <b>Questions spéciales liées au financement de l'opération</b>	240
<b>I. Financement relevant de l'assistance financière</b>	240
<b>II. Financement évitant l'assistance financière</b>	241
Chapitre II. <b>Conséquences fiscales de l'opération pour la société cédée</b>	246
Section I. <b>Changement de contrôle</b>	246
Section II. <b>Besoins légitimes de caractère financier ou économique</b>	247
Section III. <b>Charge de la preuve</b>	248
Section IV. <b>Examen de la jurisprudence</b>	248
Chapitre III. <b>Régime des plus-values sur actions ou parts dans le chef du cessionnaire</b>	254

## Titre III

**Aspects de planification successorale**

<b>Introduction</b>	255
<b>Chapitre I. Aspects civils : la donation</b>	257
Section I. <b>Caractéristiques</b>	257
Section II. <b>Forme</b>	258
Section III. <b>Clauses courantes</b>	261
I. <b>Clause de retour conventionnel</b>	261
II. <b>Clause d'inaliénabilité</b>	262
Section IV. <b>Maintien du contrôle et des revenus</b>	263
I. <b>Donation avec réserve d'usufruit</b>	263
II. <b>Donation avec charge de rente</b>	264
III. <b>Donation avec mandat de gestion</b>	264
IV. <b>Société simple</b>	265
V. <b>Certification de titres</b>	267
Section V. <b>Protection du partenaire survivant</b>	268
I. <b>Clause d'accroissement</b>	269
II. <b>Clause de réversion</b>	269
III. <b>Usufruit successif du conjoint survivant</b>	270
IV. <b>Accroissement de l'usufruit indivis ou commun</b>	271
<b>Chapitre II. Aspects fiscaux : les droits d'enregistrement</b>	272
Section I. <b>Régionalisation de la matière</b>	272
Section II. <b>Donation enregistrée ou non enregistrée</b>	273
Section III. <b>Région wallonne</b>	274
I. <b>Régime général : tarif réduit de droits d'enregistrement</b>	274
II. <b>Exception : application des droits de succession</b>	274
III. <b>Régime spécifique : droits d'enregistrement de 0 %</b>	276

Section IV.	<b>Région de Bruxelles-Capitale</b>	278
I.	<b>Régime général : tarif réduit de droits d'enregistrement</b>	278
II.	<b>Régime spécifique : exonération de droits d'enregistrement</b>	279
Section V.	<b>Fiction de l'article 9</b>	281